TRÉSOR DIRECTION GÉNÉRALE
Publications des Services économiques

Nouvelles d'Espagne

Economie et finances

N° ECOFIN-2 – du 18 janvier au 1er février 2019

- *La croissance annuelle atteindrait 2,5 % en 2018, après 3,0 % en 2017.*
- *Le taux de chômage baisse à 14,5 % fin 2018.*
- *La Banque d'Espagne et l'AIReF réévaluent à la hausse l'objectif de déficit du budget 2019.*
- *Les principales banques espagnoles affichent des résultats en hausse en 2018, à l'exception de Banco Sabadell.*

Indicateurs macro		
Croissance PIB (t/t) **Croissance PIB (g.a)**	***+0,7 %*** ***+2,5 %***	***T4 2018***
Indice de Production Industrielle (g.a)	*-2,6 %*	*11/18*
Dette (% du PIB)	*98,3 %*	*T3 2018*
Déficit public (% du PIB)	*-1,2 %*	*T3 2018*
Exportations (g.a)	***+3,5 %***	***11/18***
Importations (g.a)	***+5,5 %***	***11/18***
Inflation sous-jacente (g.a)	*+0,9 %*	*12/18*

Marchés financiers		
	Cette semaine	*Numéro précédent*
IBEX 35	***9 019,4***	*9 069,1*
Rendement bon à 10 ans (%)	***1,219***	*1,343*
Prime de risque (pp)	***1,053***	*1,096*
Emploi		
Taux de chômage (données cvs)	***14,5 %***	***T4 2018***
Création d'emplois trimestrielle (données cvs)	***+169 700***	***T4 2018***

Sources : INE, Banque d'Espagne, Ministère des Finances, douanes espagnoles, Expansión, DG Trésor

Actualité Economique

MACROECONOMIE

La croissance annuelle s'établirait à +2,5 % en 2018 (après +3,0 % en 2017). Selon l'indicateur avancé de l'INE, la demande intérieure serait restée stable par rapport à 2017 (contribution à la croissance annuelle du PIB de 2,9 p.p.). Néanmoins, le secteur extérieur aurait contribué négativement à la croissance de 2018 (-0,4 p.p.), alors que la contribution a été positive en 2017 (+0,1 p.p.). Le PIB à prix courants s'établit ainsi à 1 207 Md € (soit +3,5 % g.a.).

La productivité du travail est atone en 2018. Le taux de croissance par employé en équivalent temps-plein est nul et celui par heure travaillée baisse de -0,25 %. Cette évolution négative, ainsi que la hausse de la rémunération par salarié, sont à l'origine de l'augmentation sensible des coûts unitaires du travail (+1,6 % au T4 2018 contre +0,3 % au T4 2017).

L'inflation est en baisse en janvier. Selon l'indicateur avancé de l'INE, l'augmentation de l'IPC ralentirait pour le troisième mois consécutif, tirée par la baisse des prix des carburants, pour s'établir à +1,0 % (après +1,2 % en décembre 2018).

Les ventes au détail augmentent en 2018 à un rythme similaire à celui de 2017. D'après les données provisoires de l'INE, les ventes au détail auraient augmenté de +0,8 % en 2018 (+0,1 p.p.). Quant à l'emploi dans ce secteur, il augmenterait de +1,0 % (-0,1 p.p.). Par région, les ventes augmentent significativement aux Baléares, en Andalousie et à La Rioja et diminuent aux Canaries, dans les Asturies, en Aragon et en Galice.

MARCHE DU TRAVAIL

Le taux de chômage atteint 14,5 % fin 2018. D'après les données de l'enquête emploi de l'INE, le taux de chômage est en légère baisse au T4, après 14,6 % au T3. Malgré le ralentissement de la croissance, 566 200 emplois ont été créés en 2018 (rythme le plus élevé depuis 2006), notamment grâce à l'élan donné à l'emploi dans le secteur public (*Cf. Graphique 1*). Ainsi, le nombre d'actifs occupés s'établit à 19,6 millions de personnes, au plus haut depuis 2008. En 2018, le chômage a diminué dans tous les secteurs : les services (-64 100 personnes), l'agriculture (-25 900), la construction (-19 200) et, dans une moindre mesure, l'industrie (-2 900).

FINANCES PUBLIQUES

La Banque d'Espagne et l'AIReF tablent sur un dérapage significatif de l'objectif de déficit prévu dans le budget 2019. Alors que le projet de loi de finance qui est actuellement soumis au Parlement cible un déficit de 1,3 % du PIB, le solde des administrations publiques s'établirait à -2,0 % selon la Banque d'Espagne, et à -2,2 % selon l'AIReF. Les deux organismes considèrent que les prévisions de recettes liées aux nouvelles mesures sont surestimées. Ils émettent notamment des réserves concernant le délai de mise en œuvre et le montant recouvré des nouveaux impôts (taxes Google et Tobin). Lors de leur comparution devant la Commission du Budget du Congrès, le gouverneur de la Banque d'Espagne et le Président de l'AIReF ont tous les deux plaidé pour une stratégie budgétaire de moyen terme qui permette de réduire l'endettement public et d'améliorer l'efficience des dépenses.

Le think-tank Fedea présente un rapport sur le système de retraites espagnol, et alerte sur le besoin de réformes. Selon ce rapport, le système compte parmi les plus généreux de l'UE et a protégé les personnes âgées des effets de la crise, alors que le taux de pauvreté augmentait pour le reste de la population. Le solde entre les prestations et les contributions passées des retraités actuels joue en leur faveur, mais la soutenabilité du système n'est pas assurée.

Actualité Financière

SECTEUR BANCAIRE

Les principales banques espagnoles affichent des résultats en hausse en 2018, à l'exception de Banco Sabadell (*Cf. Tableau 1*). Les six principales entités bancaires ont réalisé un bénéfice combiné de 16,7 Md € en 2018, soit une hausse de près de 22 % par rapport à l'année précédente. Santander affiche des bénéfices en hausse (+18 %), notamment grâce à l'évolution positive des marchés espagnol et brésilien. Les bénéfices de BBVA sont également en forte hausse (+51,3 %) grâce à la vente de sa filiale au Chili et aux bons résultats obtenus en Espagne et au Mexique, malgré les difficultés rencontrées en Argentine et en Turquie. En revanche, les bénéfices de Sabadell ont chuté de 39,4 %, en lien avec les problèmes informatiques de grande ampleur causés par la migration de la plateforme de sa filiale britannique TSB[1]. Caixabank, si elle affiche un bénéfice en hausse de 18% sur l'ensemble de l'année, a connu une forte détérioration de ses résultats au quatrième trimestre. L'annonce de ces résultats s'est traduite par une chute des cours boursiers des deux banques catalanes (Caixa et Sabadell) vendredi 1er février, qui a pénalisé l'ensemble de la place boursière. Dans l'ensemble, le taux de créances douteuses des 6 entités est orienté à la baisse ; Caixabank et Sabadell ont notamment mené d'importantes opérations de défaisance de leurs actifs immobiliers douteux au cours de l'année.

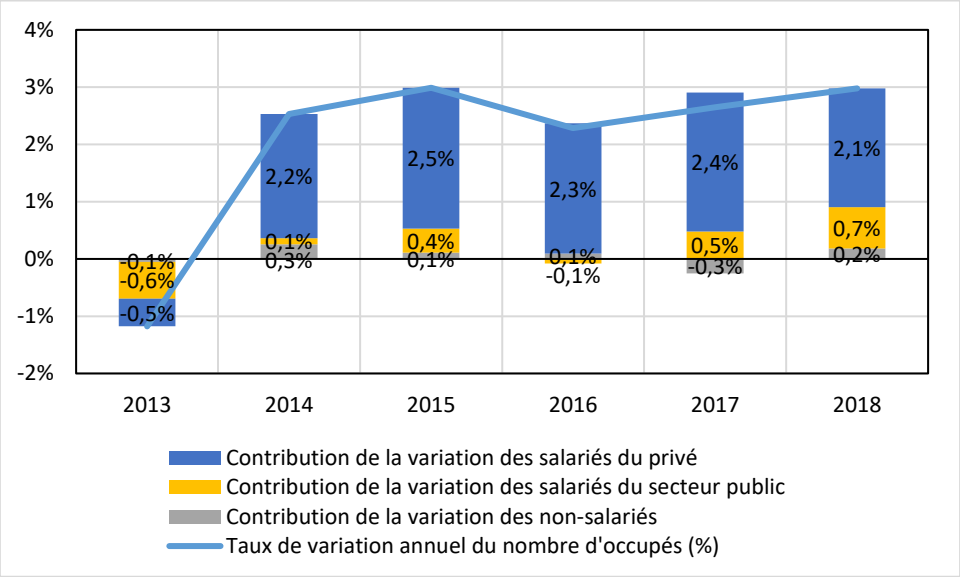
Le secteur assurantiel enregistre un chiffre d'affaires de 64,3 Md € en 2018. Les revenus des assurances issus de la vente de polices ont donc connu une hausse de 1,34 % g.a, selon les données provisoires de l'ICEA (*Investigación Cooperativa de Entidades Aseguradoras*). 55 % de ce montant correspond à la branche non-vie et 45 % à la branche vie. Le chiffre d'affaires de la branche non-vie a augmenté de 3,94 % par rapport à 2017, notamment grâce au segment santé (+5,59 %). Les résultats des polices multirisques et du segment automobile sont également orientés à la hausse. Avec 8,2 Md € de primes émises en 2018, le groupe VidaCaixa reste le leader du marché, devant la Mapfre et Mutua Madrileña.

SECTEUR IMMOBILIER

Le Congrès des députés rejette le décret royal relatif aux mesures urgentes en matière de logement et de location. Le parti d'extrême gauche Podemos, pourtant allié de l'Exécutif, a voté contre le décret royal en raison de l'absence de mesures permettant de plafonner le montant des loyers[2]. Cette loi prévoyait, entre autres, d'augmenter de trois à cinq ans de la durée des contrats de location (de trois à sept si le bailleur était une personne juridique) et de plafonner le montant des cautions à deux mois de loyer.

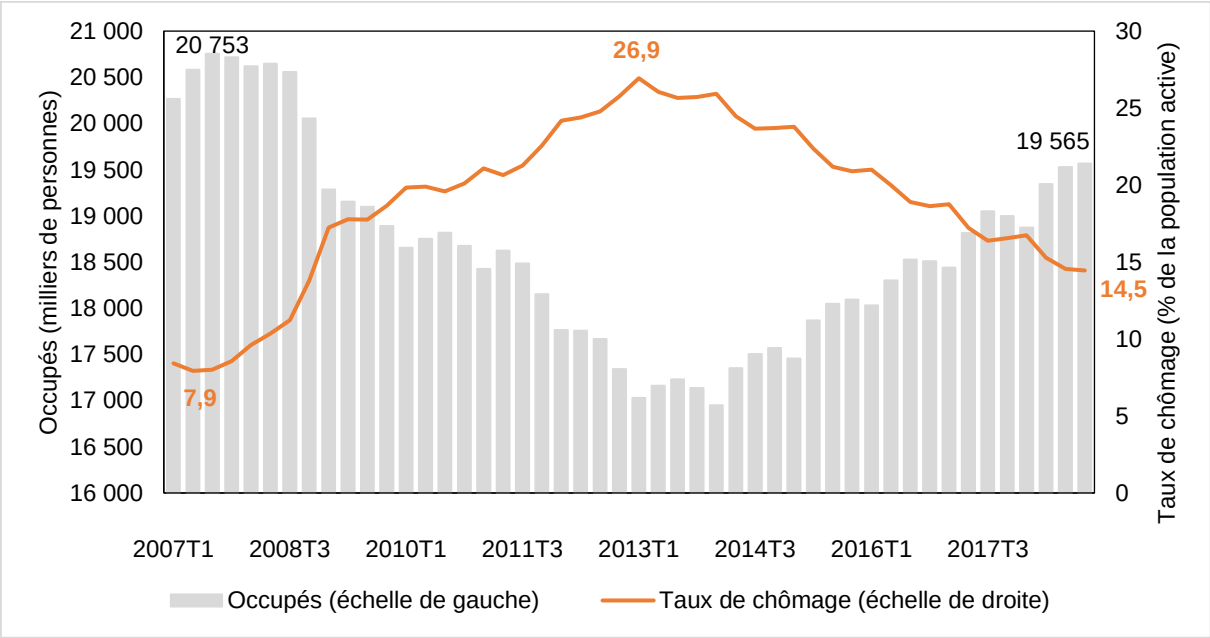
[1] La banque estime que le coût exceptionnel s'élèverait à 460 M €.
[2] Dans l'« Accord pour le Budget général de l'État 2019 » signé entre le gouvernement et Podemos, les deux parties s'accordaient sur la mise en œuvre d'un instrument permettant de plafonner les « hausses abusives » des loyers dans certaines zones urbaines.

Graphique 1 –Décomposition du taux de variation annuel du nombre d'actifs occupés



Source : Graphique SER. Données INE.

Graphique 2 – Évolution du taux de chômage et du nombre d'actifs occupés



Source : Graphique SER. Données INE.

Tableau 1 – Résultats des 6 principales banques espagnoles en 2018

	Banco Santander		BBVA		CaixaBank		Banco Sabadell		Bankia		Bankinter	
	2018	*Var. an.*	2018	Var. an.	2018	Var. an.	2018	Var. an.	2018	Var. an.	2018	Var. an.
Bénéfices (en M €)	7 810	*+18,0%*	5 324	*+51,3%*	1 985	*+17,8%*	328,1	*-54,2 %*	703	*+39,4 %*	526	*+6,3 %*
Taux de créances douteuses	3,7 %	*-0,4 pp*	3,9 %	*-0,7 pp*	4,7 %	*-1,3 pp*	4,2 %	*-0,9 pp*	6,5 %	*-2,4 pp*	2,9%	*-0,6 pp*
CET 1 *fully loaded*	11,3 %	*+0,5 pp*	11,3 %	*+0,2 pp*	11,5 %	*-0,2 pp*	11,1 %	*-1,7 pp*	12,4 %	*-0,1 pp*	11,8%	*+0,3 pp*
ROE	8,2%	*+1,1 pp*	11,6 %	*+4,2 pp*	7,7 %	*+0,8 pp*	2,6 %	*-3,5 pp*	5,6 %	*+1,5 pp*	13,2 %	*-0,6 pp*

Source : Rapports annuels des entités bancaires

Responsable de la publication : Hervé Le Roy
Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Enseñada, 10
28004 Madrid
Rédigé par : Tiphanie Aymard, Miguel García, Pierre Pérard
Abonnement/désabonnement : espagne@dgtresor.gouv.fr
Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne
Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica

Copyright :
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.